

ARRETE MUNICIPAL

**OBJET : CIRCULATION ALTERNEE ROUTE DES PRES
COURBES – MERCREDI 24 JUIN 2026**

Nomenclature : 8. DOMAINE DE COMPETENCES PAR THEMES
8.3 VOIRIE

LE MAIRE DE SAINT-CERGUES,

Le Maire de la Commune,

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, en particulier les articles L.131-2, L.2211.1 et suivants ;
- VU** le Code de la Route ;
- VU** le Code Pénal ;
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 19 octobre 1985 portant règlement sur la conservation et la surveillance des voies communales ;
- VU** les arrêtés interministériels du 23 octobre 1963 et 24 novembre 1967 relatifs à la signalisation ;
- VU** la demande d'arrêté de circulation reçue le mardi 28 avril par l'entreprise HELIOS, représentée par Monsieur Augustin VAN RUYMBEKE, pour des travaux de réalisation de marquage au sol, pour le compte d'Annemasse Agglo, situés Route de La Gare et Route des Près Courbes du mercredi 06 mai 2026 au mercredi 13 mai 2026 ;
- VU** la demande de modification de l'arrêté ST-2026-031, reçue le vendredi 19 juin 2026 par l'entreprise HELIOS, demandant d'annuler les travaux situés Route de La Gare et d'effectuer les travaux le mercredi 24 juin 2026 ;

CONSIDÉRANT qu'il importe de prendre des mesures pour assurer la sécurité publique, et règlement le stationnement et la circulation pendant la durée de cette manifestation ;

ARRETE

ARTICLE 1 –

Pour les travaux décrits ci-dessus, la circulation sera alternée sur la Route des Près Courbes, vers le giratoire, à la date indiquée précédemment.
L'alternat de circulation sera assuré manuellement.
La vitesse des véhicules sera limitée à 30 km/heure au droit du chantier.
L'accès aux propriétés des riverains sera maintenu en permanence et en toute sécurité.
Le dépassement et le stationnement seront interdits sur l'emprise du chantier.

ARTICLE 2 –

L'entreprise HELIOS sera chargée de la présignalisation et de la signalisation réglementaire de son chantier de jour et de nuit et sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de celle-ci.

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date du présent arrêté.

ARTICLE 3 –

En cas de non-respect de l'article 2 et plus généralement de manquements à la sureté et à la sécurité publique, la commune de Saint-Cergues se réserve le droit de révoquer le présent arrêté, de prendre des mesures supplémentaires pour remédier aux désordres occasionnés et de poursuivre le permissionnaire pour contravention de voirie s'il ne se conforme pas aux prescriptions imposées. Les frais en découlant seront à la charge du permissionnaire.

ARTICLE 4 –

Le Commandant de la Gendarmerie de Reignier-Esery et M. le chef de la Police Intercommunale des Voirons seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché aux emplacements habituels.

ARTICLE 5 – Ampliation du présent arrêté sera transmis à :

- Monsieur le Commandant de Gendarmerie de Reignier-Esery,
- Monsieur le Chef de la Police Intercommunale des Voirons,
- Monsieur le Chef du Centre de Secours Principal d'Annemasse,
- Service Voirie Entretien Mutualisé de la Communauté d'Agglomération Annemasse-Les Voirons,
- Service propreté la Communauté d'Agglomération Annemasse-Les Voirons,
- L'entreprise HELIOS – Parc d'activités des Longeray – 74370 Epagny Metz-Tessy.

Le Maire certifie le caractère exécutoire des présentes par l'accomplissement des formalités de contrôle de légalité.

Publication électronique ou notification le : 22 juin 2026

Fait à Saint-Cergues, le 22 juin 2026

Le Maire,
Jean COMBETTE



Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant le Maire de la commune de Saint-Cergues dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Un recours contentieux peut également être déposé en ligne via l'application Télérecours citoyens ou effectué par voie postale à l'adresse suivante : Tribunal Administratif - 2 place de Verdun – BP 1135 – 38022 Grenoble dans un délai de deux mois à compter :

- de la publication ou de la notification de l'arrêté,
- le cas échéant, du rejet explicite ou implicite du recours gracieux.